



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne-Franche-Comté**

ARRETE

BRE/Section procédures environnementales

**Arrêté préfectoral complémentaire
N°DCL/BRENV-2025-*US-S***

Société SANDERS AURORE

Site administratif

SANDERS AURORE
488, rue Louis Jacques Thenard
Zone industrielle
71 100 Chalon-sur-Saône

Site d'exploitation :

SIRET : 72622032000014
SANDERS AURORE
488, rue Louis Jacques Thenard
Zone industrielle
71 100 Chalon-sur-Saône

**Le préfet de Saône-et-Loire
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.516-1, et R.515-58 à 84 ;

Vu la nomenclature des installations classées modifiée ;

Vu la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution de la commission européenne du 12 novembre 2019 (publiée au JOUE du 4 décembre 2019) établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°99-0867-2-2 du 1^{er} avril 1999 autorisant la société Bourgogne Sanders à poursuivre l'exploitation d'une unité de fabrication d'aliments du bétail sur les communes de Chalon-sur-Saône et Champfongueil ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant délivré le 2 octobre 2007 au profit de la société Sanders Aurore ;

Vu l'arrêté de prescriptions complémentaires n°10-05413 du 20 décembre 2010 ;

Vu l'arrêté de prescriptions complémentaires DCL/BRENV/2019-169-3 du 18 juin 2019 ;

Vu le dossier de réexamen, ainsi que le rapport de base, remis par l'exploitant par courrier en date du 2 février 2021 ;

Vu le rapport d'instruction valant rapport de complétude et de régularité du 24 février 2025 établi par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sur la demande précitée ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur le projet d'arrêté par courrier du 28 mars 2025 ;

Considérant qu'il convient de préciser d'une part la situation administrative de l'établissement au regard des rubriques IED de la nomenclature ICPE, et d'autre part les conditions de cessation d'activité ;

Considérant que les conditions rendant obligatoire une consultation du public et des communes (prévues à l'article L.515-29-I du code de l'environnement) ne sont pas remplies, et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;

Considérant que les conditions rendant obligatoire une consultation du CODERST (prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement) ne sont pas remplies, et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – Mise à jour de la situation administrative

Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCL/BRENV/2019-169-3 du 18 juin 2019 susvisé :

« Rubrique principale IED :

Au sens de l'article R.515-61, la rubrique principale est la rubrique 3642-2 relative au traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 t de produits finis par jour.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des ICPE (BREF FDM). »

Article 2 – Cessation d'activité / remise en état

L'article suivant est ajouté à la suite de l'article 10 du titre II de l'arrêté préfectoral n° 99-0867-2-2 du 1^{er} avril 1999 susvisé :

« Article 11 : cessation d'activité et remise en état :

En outre, les dispositions spécifiques du code de l'environnement en matière de mise à l'arrêt définitif des établissements relevant de la directive IED (art. R.515-75) sont applicables à l'établissement, y compris si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

L'exploitant veille par ailleurs, pour toute nouvelle mise en place d'unité / équipement, à la bonne application des dispositions décrites dans son dossier de réexamen vis-à-vis de la MTD 1 xiv), MTD reprise au point XIV du titre II de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020. »

Article 3 – Réexamen périodique

L'article suivant est ajouté à la suite de l'article 10 du titre II de l'arrêté préfectoral n° 99-0867-2-2 du 1^{er} avril 1999 susvisé :

« Article 12 : Réexamen périodique

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L.515-28 et des articles R.515-70 à R.515-73 du code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L.515-29 du code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R.515-72, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 1^{er} du présent arrêté ».

Article 4 – Publication et notification

Le présent arrêté est notifié à la société SANDERS AURORE.

Article 5 – Exécution et copies

Madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, monsieur le directeur départemental des territoires de Saône-et-Loire, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, monsieur le directeur de l'agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, monsieur le maire de Chalon-sur-Saône, monsieur le maire de Champforgeuil, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Mâcon, le 25 AVR. 2025

Le préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon (22, rue d'Assas – BP 61616 DIJON CEDEX), dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

En application de l'article L.171-8-II-4° et du dernier alinéa de l'article L.171-8-II-1° du code de l'environnement, l'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure d'astreinte ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif.